

PROCÈS-VERBAL

VISITE	<input checked="" type="checkbox"/> Périodique
	<input type="checkbox"/> Réception travaux
	<input type="checkbox"/> Réception
	<input type="checkbox"/> Contrôle
	<input type="checkbox"/> Inopinée

COMMUNE : DORTAN

NOM DE L'ÉTABLISSEMENT : Salle des fêtes - Mairie - Poste

ADRESSE : Rue de l'Hôtel de Ville

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ÉTABLISSEMENT

DOSSIER N° E-148-00002-000

- Effectif du public : 241 personnes
- Effectif du personnel : 7 personnes
- **Effectif total** : **248 personnes**

TYPES : L - W

CATÉGORIE : 4^{ème}

Dernière visite le 24/05/2018 (avis favorable)

Visite du 17/05/23

Prochaine visite périodique : 2028

Séance de la Commission de sécurité de l'arrondissement de NANTUA du 22/06/23

1- MEMBRES PRÉSENTS :

ADMINISTRATION	NOM - PRÉNOM	QUALITÉ
MAIRE (ou représentant)	M. GAILLARD Jean-Claude	Maire Adjoint
GENDARMERIE	M. CZERWINSKI Rémi	COB NANTUA
SDIS	Ltn BOUTEILLE Fabien	Préventionniste

2- AUTRES PERSONNES PRÉSENTES :

NOM - PRÉNOM	QUALITÉ
M. TOURNIER Jean	Responsable CTM
M. ARDAN Grégory	COB NANTUA
M. DUBIEL Jean-Louis	Police Municipale

3- TEXTES RÉGLEMENTAIRES :

- **Article L. 421.3 du Code de l'urbanisme.**
- **Dispositions générales des articles R. 143-1 à R. 143-47 et R. 184-4 et R. 184-5 du Code de la construction et de l'habitation (CCH) relatif à la protection du public contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.**
- **Arrêté du 25 juin 1980 modifié** relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- **Arrêté modifié du 5 février 2007** fixant les dispositions particulières applicables aux établissements du type L.

Arrêté modifié du 21 avril 1983 fixant les dispositions particulières applicables aux établissements du type W.

- **Arrêté préfectoral du 12 avril 2022** portant constitution de la Commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.
- **Arrêté préfectoral du 17 décembre 2021** portant Règlement opérationnel des services d'incendie et de secours de l'Ain.
- **Arrêté préfectoral du 21 mars 2017** portant Règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI) pour le département de l'Ain.

4- PRÉSENTATION SOMMAIRE / HISTORIQUE :

- Evolution de dossier en séance plénière en date du 21 juin 2018 par la remise en service du système d'alarme incendie : **avis favorable.**
- Visite périodique en date du 24 mai 2018 : **avis défavorable** assorti de prescriptions.
- Visite périodique en date du 30 mai 2013 : **avis favorable.**
- Visite périodique en date du 29 mai 2008 : **avis favorable.**
- Visite périodique en date du 6 juin 2003 : **avis favorable.**
- Visite périodique en date du 16 mai 2003 : **avis favorable** (levée d'avis défavorable).
- Visite périodique en date du 16 mai 2002 : **avis défavorable.**
- Visite périodique en date du 26 juin 1997 : **avis défavorable.**

La mairie et la salle des fêtes ne sont pas isolées entre elles ; le système d'alarme est commun aux deux établissements, donc classement en types : L - W - 4^{ème}.

5- PRESCRIPTIONS PERMANENTES :

A) **Faire vérifier périodiquement l'ensemble des installations techniques** : électriques, gaz, alarme, éclairage de sécurité, désenfumage, chauffage, ventilation, etc ... par un organisme de contrôle agréé ou un technicien qualifié.

Nota : la liste des vérifications susvisées n'étant pas exhaustive, leur périodicité ainsi que la qualification des intervenants étant fonction du classement de l'établissement, il conviendra de se rapprocher du service départemental d'incendie et de secours pour obtenir les précisions nécessaires (ou de consulter le site internet du SDIS 01 (sdis01.fr) afin de télécharger le guide départemental de la prévention).

B) **Tenir à jour un registre de sécurité** et y annexer les contrats d'entretien des installations techniques de l'établissement.

C) **Tout aménagement ou changement d'activités devra faire l'objet d'une étude préalable** par la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité (conformément aux articles du code de la construction et de l'habitation : Les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification d'un établissement recevant du public ne peuvent être exécutés qu'après autorisation délivrée par l'autorité administrative qui vérifie leur conformité aux règles prévues aux articles L. 161-1, L. 143-1 et L. 143-2 et R. 143-26 du Code de la Construction et de l'Habitation).

6- PRESCRIPTIONS ANTÉRIEURES RENOUVELÉES :

Visite du 24/05/2018 :

- 1) Rajouter un ferme-porte au local chaufferie (Art CO 28) – (prescription n° 1).
- 2) Tenir à jour le registre de sécurité (Art R 123-51) – (prescription n° 2).
- 3) Supprimer le barillet sur les issues de secours de l'entrée de la salle des fêtes et installer un système permettant son ouverture par la manœuvre d'un seul dispositif (art. CO 45, § 2) – (prescription n° 5).
- 4) Rajouter un ferme-porte au local chaufferie (Art CO 28) – (prescription n° 7).
- 5) Transmettre à la sous-commission départementale de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur (SCDS) les documents, établis par un technicien compétent, attestant : de la vérification annuelle de l'installation de gaz (article GZ 30), de la VMC (Art CH58), ainsi que les installations de cuisson (Art GC22) – (prescription n° 8).
- 6) Assurer la formation du personnel à l'utilisation des moyens de secours (Art. MS 51) – (prescription n° 13).
- 7) Proscrire tous dépôts au niveau du sous-sol afin de limiter le potentiel calorifique en cas de départ de feu et garantir l'évacuation rapide et en bon ordre du public (Art R 143-13) – (prescription n° 14).
- 8) Faire équiper la salle des fêtes d'un téléphone urbain afin de pouvoir prévenir les services de secours (Art MS 70) – (prescription n° 15).

7- PRESCRIPTIONS NOUVELLES :

- 9) Faire contrôler les extincteurs par un technicien compétent (Art. MS 72).
- 10) Supprimer les installations de l'ancienne chaudière (Art. R 143-13 du CCH).
- 11) Mettre à jour les plans d'intervention et d'évacuation (MS 41).

8- DÉFENSE EXTÉRIEURE CONTRE L'INCENDIE :

12) S'assurer que les moyens en eau nécessaires à la lutte contre l'incendie soient évalués en fonction des risques et déterminés conformément à la réglementation en vigueur (arrêté du 25/06/1980 modifié, arrêté préfectoral du 28/11/2008 modifié ou arrêté préfectoral du 21/03/2017 portant règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI)).

9- OBSERVATIONS :

La liste des prescriptions édictées ci-dessus fait état des **principales non-conformités** mais n'est pas exhaustive. Elle ne dispense pas les constructeurs, les propriétaires et les exploitants du respect de l'ensemble des dispositions réglementaires applicables à ce type d'établissement.

De plus, le contrôle exercé par la commission de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement (articles R. 143-3 et R. 143-34 du CCH).

10- ESSAIS :

Les essais sont réalisés de façon aléatoire et ne se substituent aucunement aux vérifications exhaustives des installateurs et des différents contrôleurs techniques (article R.143-41 du CCH).

L'ensemble des essais a été effectué sous coupure générale électrique.

Essais	Concluant	Non concluant	Observations
Éclairage de sécurité	X		
Alarme	X		

11- CONCLUSION :

La Commission de sécurité d'arrondissement de NANTUA émet un **AVIS FAVORABLE** à l'accueil du public dans cet établissement.

Toutefois, les prescriptions de sécurité émises ci-dessus devront être réalisées dans les meilleurs délais.

La Présidente de la Commission de
sécurité de l'arrondissement de NANTUA,



Patricia CADET

SOUS-PRÉFECTURE DE NANTUA

Commission d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public de Nantua

AVIS

VU :

Le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié et la circulaire de Monsieur le Ministre de l'Intérieur du 22 juin 1995 relatifs à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.

L'arrêté préfectoral du 12 avril 2022, instituant la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur.

CONSIDÉRANT :

L'AVIS FAVORABLE du groupe de visite de la sous-commission départementale pour la sécurité incendie E.R.P.

réunie le **jeudi 22 juin 2023** sous la présidence de Mme Patricia CADET, secrétaire générale adjointe à la sous-préfecture de Nantua.

DÉCIDE :

- d'émettre un **avis FAVORABLE**

Au fonctionnement de l'établissement désigné ci-après :

- salle des fêtes – mairie – bureau de poste – rue de l'Hôtel de Ville 01590 DORTAN (visite périodique).

La sous-préfète de Nantua
Pour la sous-préfète et par délégation
La secrétaire générale adjointe



Patricia CADET

